Année XXVI. N° 694 — 12 JUIN 1926

LE RÉVEIL ANARCHISTE

PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS
Adresser lettres et mandats :
Le Réveil, r. des Savoises, 6, *Genève* Suisse.

Avec Supplément en langue italienne

SUISSE et UNION POSTALE
Abonnement : 1 année, fr. 5; 6 mois, fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

Ni pour la démocratie, ni pour la dictature : anarchistes.

« Démocratie » signifie, en théorie, gouvernement du peuple : gouvernement de tous, à l'avantage de tous et par l'œuvre de tous. En démocratie le peuple doit pouvoir dire ce qu'il veut, nommer les exécuteurs de ses volontés, les surveiller, les révoquer à son gré.

Naturellement cela suppose que tous les individus qui composent le peuple aient la possibilité de se former une opinion sur toutes les questions qui les intéressent et de la faire valoir. Cela suppose donc que chacun soit politiquement et économiquement indépendant et que personne ne soit obligé pour vivre de se soumettre à la volonté d'autrui. S'il existe des classes et des individus, privés des moyens de production et dépendant par conséquent de qui s'est adjugé le monopole de ces moyens, le régime prétendu démocratique ne peut être qu'un mensonge propre à tromper et à rendre docile la masse des gouvernés au moyen d'un fantôme de souveraineté et à sauver et consolider ainsi la domination de la classe nantie et privilégiée. Et telle est et telle a toujours été la démocratie en régime capitaliste, quelque forme qu'elle prenne, de la monarchie constitutionnelle au gouvernement prétendu direct.

La démocratie, le gouvernement du peuple, ne pourrait exister qu'en régime de forme socialiste, quand, les moyens de production et de vie étant socialisés, le droit de tous à intervenir dans la gérance de la chose publique aurait comme base et comme garantie l'indépendance économique de chacun. Dans ce cas il semble bien que le régime démocratique répondrait mieux que tout autre à la justice et mieux que tout autre harmoniserait l'indépendance individuelle avec les nécessités de la vie sociale. Et c'est ainsi qu'il apparut plus ou moins nettement à ceux qui en temps de monarchie absolue combattirent, souffrirent et moururent pour la liberté.

Mais il reste encore que, à regarder les choses telles qu'elles sont, le gouvernement de tous apparaît comme une impossibilité, parce que les individus qui composent le peuple diffèrent dans leurs opinions et leurs volontés et il n'arrive presque jamais que tous soient d'accord sur une question ou sur un nom, et s'il existe un gouvernement de tous, ce ne peut être, dans la meilleure des hypothèses, que le gouvernement de la majorité. Les démocrates, socialistes ou non, en conviennent volontiers. Ils ajoutent, il est vrai, que les droits des minorités doivent être respectés, mais comme c'est la majorité qui détermine quels sont ces droits, les minorités n'ont en définitive que le droit de faire ce que la majorité veut et permet. La seule limite à l'arbitraire de la majorité serait la résistance que les minorités sauraient et pourraient opposer. Ceci revient à dire que la lutte sociale serait continue, lutte où une partie des membres, qui serait la majorité, a le droit d'imposer sa volonté en utilisant pour ses fins particuliers les forces de tous.

Ici, je pourrais m'attarder à démontrer par un raisonnement appuyé sur les faits passés et contemporains, comment, dès qu'il y a gouvernement, c'est à dire commandement, il n'est même pas vrai que la majorité puisse réellement commander, et comment, en réalité, toute démocratie a été, est et sera une « oligarchie », le gouvernement de quelques-uns, une dictature. Mais je préfère, étant donné le but de cet article, abonder dans le sens des démocrates et supposer qu'un véritable et sincère gouvernement de la majorité puisse exister.

Gouvernement signifie droit de faire la loi et de l'imposer à tous par la force. Sans gendarmes, il n'est pas de gouvernement.

Or une société peut-elle vivre et progresser pour le plus grand bien de tous, peut-elle adapter peu à peu sa manière d'être aux circonstances toujours changeantes, si la majorité a le droit et la possibilité d'imposer par la force sa volonté aux minorités récalcitrantes ?

La majorité est par nature conservatrice, ennemie du nouveau, avare de pensée et d'action, et en même temps elle est impulsive, excessive, docile à toutes les suggestions, prompte aux enthousiasmes et aux craintes déraisonnables. Toute idée neuve part d'un individu ou d'un petit nombre d'individus. Si c'est une idée vitale, elle est acceptée par une minorité plus ou moins restreinte et si jamais elle arrive à conquérir la majorité, c'est lorsqu'elle a été surpassée par de nouvelles idées, de nouveaux besoins, lorsqu'elle est déjà devenu quelque chose d'ancien et peut-être un obstacle plutôt qu'un aiguillon au progrès.

• • •

Mais voulons-nous donc le gouvernement d'une minorité ?

Certes non, car s'il est injuste et dommageable que la majorité opprime la minorité et fasse obstacle au progrès, il est encore plus injuste et plus dommageable qu'une minorité opprime toute la population ou impose par la force ses propres idées qui, même bonnes, susciteraient répugnance et opposition par le seul fait d'être imposées.

Et puis, n'oublions pas que des minorités il en est de toutes sortes. Il y a des minorités d'égoïstes et de malfaisants, comme il y en a de fanatiques se croyant en possession de la vérité absolue et désirant, en toute bonne foi du reste, imposer aux autres ce qu'ils tiennent pour la seule voie de salut et peut d'ailleurs être une simple sottise. Il y a des minorités réactionnaires qui voudraient le retour en arrière et sont divisées quant aux voies et aux limites de la réaction, comme il y a des minorités révolutionnaires divisées, elles aussi, sur les buts de la révolution et sur la direction à imprimer au progrès social.

Quelle minorité devra commander ?

C'est une question de force brutale et de capacité d'intrigue ; et les probabilités de réussite ne sont pas pour les plus sincères et les plus dévoués au bien général. Pour conquérir le pouvoir, il faut des qualités qui ne sont pas précisément celles qui sont nécessaires pour faire triompher dans le monde la justice et la bienveillance.

Mais je veux faire encore des concessions et supposer qu'arrive au pouvoir, parmi tous les aspirants au gouvernement, précisément la minorité dont je considère les idées et les projets comme les meilleurs. Je veux supposer que les socialistes arrivent au pouvoir et je dirais même les anarchistes si la contradiction des termes ne me l'interdisait

Déjà pour conquérir le pouvoir, légalement ou illégalement, il faut avoir laissé en route une bonne partie du bagage d'idéal et s'être débarrassé de tous les impedimenta constitués par les scrupules moraux. Et puis, une fois arrivé, la grande affaire est de se maintenir au pouvoir, il devient de toute nécessité d'intéresser au nouvel état de choses et d'attacher aux personnes des nouveaux gouvernants une classe nouvelle de privilégiés, et de supprimer par tous les moyens possibles toute sorte d'opposition. Peut-être même dans un but louable, mais toujours avec des résultats liberticides.

Un gouvernement établi, qui s'appuie sur le consentement passif de la majorité, fort par le nombre, par la tradition, par le sentiment, quelquefois sincère, d'être selon le droit, peut laisser quelques libertés, au moins tant que les classes privilégiées ne se sentent pas en péril. Un gouvernement neuf, avec le seul appui d'une minorité souvent exiguë, est obligé d'être tyrannique.

Il suffit de penser à ce qu'ont fait les socialistes et les communistes quand ils sont allés au pouvoir, qu'ils y soient allés en trahissant leurs principes et leurs compagnons, ou qu'ils y soient allés bannières déployées au nom du socialisme et du communisme.

• • •

Voilà pour quelles raisons nous ne sommes ni pour un gouvernement de majorité, ni pour un gouvernement de minorité ; ni pour la démocratie, ni pour la dictature.

Nous sommes pour l'abolition du gendarme.

Nous sommes pour la liberté pour tous et pour le libre accord qui ne peut manquer de s'établir quand personne n'a les moyens de contraindre autrui et quand tous sont intéressés à la bonne marche de la société.

Nous sommes pour l'anarchie.

Errico Malatesta.

(*Traduit de* Pensiero e Volontà.)

Pour le cinquantenaire de la mort de Bakounine

Nos camarades russes se préparent à commémorer le cinquantenaire de la mort de Michel Bakounine par l'édition d'un volume consacré à sa mémoire et un grand meeting qui se tiendra à Moscou.

Sophie Kropotkine a bien voulu demander à cette occasion un écrit à notre camarade Malatesta, qui a répondu par la lettre suivante :

Rome, le 3 juin 1926.

Chère Sophie,

Bertoni m'a envoyé ta lettre du 13 mai.

Je me réjouis qu'en Russie il y ait, encore en liberté, des camarades qui puissent célébrer la mémoire de Michel Bakounine, comme je me réjouis qu'il puisse y exister un « Musée Kropotkine ». Mais tout ce que je sais de la Russie actuelle m'induit à croire qu'un article de moi ne porterait pas bonheur a ceux qui voudraient l'imprimer.

Suis-je mal informé ? C'est possible : mais dans ce cas la faute est encore au gouvernement russe, qui niant toute liberté à la presse et soumettant à la censure la correspondance avec l'étranger, donne lieu aux plus sinistres soupçons.

Ce qui arrive en Russie c'est la preuve expérimentale de ce que Bakounine, ainsi que Pierre et tous les anarchistes ont toujours dit sur la nature malfaisante et liberticide de tout gouvernement, même s'il est sorti d'une révolution et continue à se dire révolutionnaire.

Puisse le peuple russe se délivrer de ses nouveaux oppresseurs, comme il s'est libéré des czars !

De toute façon, je crois qu'on ne saurait célébrer dignement Bakounine sans protester contre ceux qui persécutent ses disciples, et reclamer le rappel de l'exil et la liberation de tous ceux qui souffrent dans les geôles bolchevistes à cause de leurs idées : anarchistes, socialistes et autres ennemis du régime actuel.

J'espère que toi et Sacha êtes en bonne santé. Moi je me porte bien ; mais je suis, temporairement je l'espère, réduit presque à l'impuissance par les conditions politiques italiennes, qui par beaucoup de côtés ressemblent fort à celles qui existent en Russie.

Bakounine, qui aimait l'Italie autant que la Russie, unissait toujours, dans ses rêves d'avenir, la Révolution russe à celle italienne. Peut-être nous sera-t-il encore donné de voir les deux pays fraterniser dans une révolution vraiment libératrice.

Salutations fraternelles.

Errico Malatesta.

• • •

Il est indispensable qu'en Suisse, où Bakounine a fait une inoubliable propagande et a écrit le meilleur de son œuvre, notre manifestation obtienne aussi un plein suc-

Salle Communale de Plainpalais - Meeting antifasciste - Vendredi 11 Juin

cès. Nous comptons donc sur de nombreuses réponses favorables à la circulaire que nous venons d'envoyer. Surtout que chacun se hâte de prendre une décision et de nous la communiquer,

NOTES EN MARGE

La baisse du franc français.

Les travailleurs en général ne comprennent pas grand'chose aux questions financières ; ils constatent simplement par ezpérience que la dépréciation renchérit d'autant le coût de la vie et que leur misère s'accroît. Le reste échappe à leur entendement.

Les dirigeants et les possédants, avec une canaillerie sans nom, après avoir été les maîtres incontestés du pays et l'être toujours, trouvent moyen de rejeter la faute des difficultés de l'heure actuelle sur les foules elles-mêmes, qui n'ont en réalité d'autre tort que de n'avoir su se révolter contre le crime stupidement monstrueux de la guerre.

La lecture de notre presse bourgeoise qui cherche à attribuer aux « cartels de gauche » l'entière responsabilité de la situation actuelle témoigne d'une mauvaise foi inouïe. Non pas que nous voulions défendre certaines ridicules compromissions politiques et parlementaires avec lesquelles on a cru plus ou moins sincèrement sortir d'une situation tragique, alors que l'issue ne pouvait évidemment en être que révolutionnaire. Les fameux « cartels » n'ont été que des cartels d'impuissance. L'ordre capitaliste continuant à régner, c'est la finance qui est la maîtresse de tous les pays, et chacun sait qu'elle spécule aussi bien sur la baisse que sur la hausse et que les crises, loin de l'atteindre, ne font que la rendre toujours plus scandaleusement riche.

Voyez même à Genève. Nous n'entendons parler que de crise, mais toutes les banques ont prospéré, créé des succursales, élevé des bâtiments princiers, augmente considérablement leurs profits connus et déguisés.

Or, la thèse qu'avec une incroyable infamie soutiennent les valets de plume des exploiteurs, c'est que la finance a besoin d'être rassurée davantage. Entendez par là qu'elle doit voir s'octroyer de nouveaux moyens de pressurer les masses. Aux sacrifiés d'autres sacrifices — c'est bien leur rôle en somme que d'en consentir sans cesse — ; aux sacrificateurs des couteaux mieux affilés pour continuer leur œuvre d'égorgement. Et il se trouve des niais qui s'obstinent à croire que solution il y a tout en respectant l'oligarchie ifnancière. Sans compter que d'aucuns nous accuseront de faire de la démagogie, alors que l'expérience prouve que notre façon précise et honnête de poser toute question est précisément celle qui éloigne de nous la foule des timorés et de tous ceux qui se sentant incapables d'un grand effort ne demandent pas mieux que de se laisser tromper par les illusionnistes de la soi-disant action parlementaire.

L'histoire nous dit que toute crise profonde ne saurait avoir qu'une solution révolutionnaire. Or, celle que nous traversons dépasse en étendue sinon en gravité toutes les précédentes. Former des révolutionnaires, voilà la tâche presente ; il n'y en a pas d'autre de plus urgente et essentielle.

Etat et asservissement.

L'organe bolcheviste publie en tête de son numéro du 15 mai dernier la pensée suivante de Lénine : « L'Etat est un organe de domination de classe, un organe d'asservissement d'une classe par une autre. Il est la création d'un ordre de choses qui légalise et consolide cet asservissement. »

Les anarchistes n'ont jamais dit autre chose et ont aussi fourni de nombreuses preuves à l'appui de leurs affirmations. Mais n'étant que de petits-bourgeois ils ont conclu à la destruction de l'Etat, tandis que MM. les bolchevistes veulent toujours nous faire goûter de l'Etat prolétarien, et c'est pour cet Etat surtout que leur propagande est faite.

Etonnez-vous qu'après cela il y ait confusion dans les idées ! Bien entendu, nos bolchevistes vous expliqueront que leur Etat de même que leur dictature ne sont pas un Etat ni une dictature, ou plutôt oui, ils le sont, tout en ne l'étant pas. Vous pouvez trouver que ce n'est pas trop clair, n'etant pas encore familiarisé avec la dialectique marxiste, mais tant pis pour vous !

A quoi pourrait bien servir de réclamer le pouvoir, tout le pouvoir, sinon pour faire œuvre d'asservissement ? Prétendre qu'on veut le pouvoir simplement pour empêcher autrui de s'y installer, quitte à s'en aller aussitôt tout danger d'usurpation passé, il n'y aura plus à se défendre contre personne, c'est évidemment se moquer du monde. Car, tant qu'il y aura pouvoir, comment concevoir un seul instant que ceux qui le sont ne se fassent pas l'idée de le rester et ceux qui en ont été écartés et réduits par cela même à une situation d'infériorité puissent s'y résigner indéfiniment ? Le pouvoir ne peut forcément devenir qu'un objet de guerre perpétuelle, puisqu'il est l'expression tout à la fois de tyrannie pour les uns et d'esclavage pour les autres.

Lénine disait fort bien que l'Etat est un organe de domination et d'asservissement et lui-même nous en a fourni un exemple de plus en devenant l'Etat.

L'ordre de choses que Lénine et ses successeurs ont créé n'a que légalisé et consolidé à nouveau l'asservissement que le peuple russe avait su briser un instant. Le mérite d'avoir contribué à renverser d'anciens maîtres se ramène à fort peu de chose si par la suite on ne fait que les remplacer. La révolution, conçue comme succession et non destruction du pouvoir ne nous a jamais donné qu'un éternel recommencement des maux qu'elle se proposait de détruire. La conclusion qui s'impose, c'est qu'un mouvement ne sera jamais révolutionnaire que dans la mesure qu'il s'affirmera anarchique.

Contre le fatalisme.

Les anarchistes se sont toujours attachés à dénoncer le fatalisme comme un dangereux areiller de paresse et à faire appel à la volonté humaine. C'est pourquoi nous reproduisons cette forte pensée de Romain Rolland :

Ces guerres, je le sais, les chefs d'Etats qui en sont les auteurs criminels n'osent en accepter la responsabilité ; chacun s'efforce sournoisement d'en rejeter la charge sur l'adversaire. Et les peuples qui suivent, dociles, se résignent en disant qu'une puissance plus grande que les hommes a tout conduit. On entend, une fois de plus, le refrain séculaire « Fatalité de la guerre plus forte que toute volonté », le vieux refrain des troupeaux, qui font de leur faiblesse un dieu, et qui l'adorent. Les hommes ont inventé le destin, afin de lui attribuer les désordres de l'univers, qu'ils ont pour devoir de gouverner. Point de fatalité ! La fatalité, c'est ce que nous voulons. Et c'est aussi, plus souvent, ce que nous ne voulons pas assez. Qu'en ce moment chacun de nous fasse son mea culpa ! *Cette élite intellectuelle, ces Eglises, ces partis ouvriers, n'ont pas voulu la guerre, soit ! Qu'ont-ils fait pour l'empêcher ? Que font-ils pour l'atténuer ? Ils attisent l'incendie. Chacun y porte son fagot.*

Laissons de côté chefs d'Etat, élite intellectuelle et Eglises qui ne peuvent faire que ce qu'ils ont toujours fait, mais n'est-il pas navrant de se dire que les ouvriers aussi ont continué cinq ans durant à fournir leurs fagots à l'incendie, incapables de toute insurrection contre l'infamie la plus monstrueuse !

Comme on comprend la nécessité d'éduquer l'individu à avoir une forte volonté et à ne pas se cacher derrière la veulerie d'autrui pour s'annihiler aux heures les plus tragiques de l'histoire et donner, oui, son maximum d'effort, mais pour sa perte et non son salut.

Souscription pour la saisie des tableaux „Guerre et Fascisme"

Total précédent	372.95
Amriswil : après conférence	20.40
Bâle : après conférence	15.15
Berne : après conférence	22.50
Clermont-Ferrand : Gruppo Senza Patria (50)	8.50
Genève : Bourquin 5, Jeanquimarche 10, Sarto 10, Prandi 2.50, Vincent 4, Bovey 2.25, Ludovici 2	35.75
Soleure : après conférence	14.80
Uster : entre camarades	70.—
Zurich : après conférence	41.85
Gruppo libertario Aussersihl	150.—
Total	fr. 751.90

Cette souscription est close.

Liberté helvétique

La Direction de Police et d'Hygiène de la Ville de Lausanne m'a fait parvenir par lettre recommandée cette communication :

La Préfecture de Lausanne nous charge de vous communiquer ce qui suit :

Dans sa séance du 1er juin courant, le Conseil d'Etat a pris l'arrêté suivant :

Considérant que la conférence de M. Louis Bertoni, à Genève, annoncée par la Ligue antifasciste pour le 10 juin courant, à la Maison du Peuple de Lausanne, en commémoration de la mort de Matteotti, paraît devoir être de nature à troubler l'ordre et la tranquillité publics et à porter atteinte aux bonnes relations entre la Suisse et l'Italie, en application de l'art. 8 de la Constitution cantonale, arrête :

Article premier. — La manifestation organisée par la Ligue antifasciste est interdite sur le territoire vaudois. Sont aussi interdits tous rassemblements et cortèges en rapport avec cette manifestation.

Art. 2. — Le préfet de Lausanne est chargé d'inviter la municipalité dudit lieu de notifier immédiatement, au nom du Conseil d'Etat, la décision qui précède aux organisateurs de la manifestation projetée, et à M. Louis Bertoni, à Genève.

Art. 3. — Les contrevenants seront passibles des pénalités prévues par l'art. 129 du Code pénal vaudois.

Art. 4. — Le Département de justice et police est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Voilà le fascisme italien et la Ligue nationale vaudoise également obéis. Seulement pourquoi chercher des prétextes ridicules pour se soumettre à leurs ordres ? Pourquoi prétendre que « la commémoration de la mort de Matteotti paraît (admirez ce *paraît !*) devoir être de nature à troubler l'ordre et la tranquillité publics » ? Mais, comment, j'ai donné une centaine de conférences sur le fascisme au milieu du plus grand calme, pourquoi cette fois-ci devrait-il en être autrement ?

Y a-t-il eu des menaces prononcées contre les organisateurs de la conférence ou le conférencier ? Renversons les rôles. Des ouvriers menaceraient de troubler une conférence bourgeoise, que ferait la police ? Elle les sommerait de se tenir cois et même les appréhenderait sans autre. Si personne n'a rien menacé, ordre et tranquillité n'avaient rien à craindre. Tout le monde se trouvant sur le même pied, plus de troubles, qui naissent par contre de l'assurance de l'impunité pour les uns et des persécutions contre les autres. Est-ce que désormais défense va être faite aux travailleurs de commémorer leurs morts, lorsqu'ils sont de nature à troubler la tranquillité des cirminels haut placés ?

L'autre prétexte des bonnes relations avec l'Italie est encore plus absurde. M. Mussolini a dit et écrit contre les gouvernements italiens beaucoup plus que nous ne pourrons jamais dire et écrire. Mais là n'est pas la question. Nous nous faisons fort de prouver toutes nos affirmations. Nos ennemis disposent après tout de moyens de propagande, de publicité, d'information infiniment plus grands que les nôtres. Ils ont pour se défendre matériellement une supériorité écrasante et néanmoins ont peur de nous. Cela est très significatif. Notre seule grande force est entièrement dans le fait que nous proclamons la vérité ; celle-ci ne pouvant être démentie, défense nous est faite de l'établir.

A remarquer qu'au Sénat américain, il a été dit les choses les plus graves et les plus brutales contre le fascisme, sans que le président ait rappelé les orateurs à l'ordre ou simplement fait des réserves. Cela prouve, s'il y en avait besoin, que les exigences du fascisme à l'égard de la Suisse viennent en tout premier lieu de trop fréquents spectacles de faiblesse et de servilisme que la Suisse elle-même donne. A moins que vraiment nos gouvernants ne soient cœur et âme avec l'esclavagisme fasciste, ce qui expliquerait tout, sans besoin de rechercher d'autres raisons.

Allons, la meilleure protestation est pour chacun de nous de s'adonner à une lutte personnelle tenace contre le fascisme, de ne manquer aucune occasion de le dénoncer comme étant aussi criminel que la guerre dont il est né et dont il menace ouvertement le monde.

Genève — Imprim., 23, rue des Bains.

Sous le régime bolchéviste

Notre journal se suffirait certainement pas à signaler toutes les iniquités qui se commettent par le soi-disant gouvernement prolétarien de Russie. Nous recevons souvent des protestations que le manque de place, d'une part, et un certain sentiment d'impuissance vis-à-vis de ce gouvernement-là encore plus sourd que tous les gouvernements bourgeois aux réclamations de justice, d'autre part, nous obligent à laisser de côté.

Ainsi, en 1924 déjà, nous avait été signalé le cas du camarade Nicolas Ivanovitch Lazarevitch, arrêté dans la rue à Moscou le 8 octobre comme il se rendait à son travail. Il sortait de chez son ami Pierre Pascal où il passait la nuit depuis quelque temps. L'accusation portée contre lui n'était pas divulguée. Ses amis, ayant questionné à droite et à gauche croient savoir qu'on lui impute un tract protestataire „contre-révolutionnaire" trouvé dans certaines usines, mais ils sont convaincus qu'il en est même pas l'auteur.

Et qui est-ce Lazarevitch ? Voici ce qu'en dit un de ses amis, digne de foi :

Je vous assure que c'est un copain rare par son intelligence, sa douceur, sa force morale supérieure. Né en Belgique de parents russes émigrés politiques, il se refusa au service militaire pendant la guerre et se réfugia en Hollande. Il connut les prisons de ce pays, puis il alla en Russie. Sadoul parlant de son attitude pendant la Révolution, a dit : „C'est un héros". Il tomba dans les mains des blancs, auxquels il échappa par miracle. Il passa en Roumanie, il y fut en prison, ensuite en Italie (1919-1921). Il dut quitter l'Italie et revenir en Russie. Il était occupé comme ouvrier, mais était traducteur au Comintern avec Pascal, son ami intime, et il étudiait dans un institut supérieur comme technicien . . .

Depuis quelques mois, nous n'avions plus entendu parler de Lazarevitch, lorsque ces jours derniers nous est parvenue de Moscou une lettre d'un camarade très connu dans nos milieux en Suisse, mais dont nous sommes forcés de taire le nom pour ne pas l'exposer à de cruelles représailles, lettre où il est dit entr'autres :

Mon ami Nicolas Lazarevitch a été transféré à Moscou pour punition dans des conditions assez mauvaises. Une fois ici, sa situation s'est empirée de plus en plus, sa santé nous préoccupe beaucoup et sa dernière lettre était d'une tristesse profonde et touchante et il n'excluait pas la possibilité d'une fin prochaine de sa vie. Le docteur, après avoir constaté une déviation de la colonne vertévrale, lui conseilla . . . de l'air ! De l'air quand il ne peut se promener qu'une heure par nuit !

Sa dernière lettre était du 28 avril et le 1er mai, le jour universel de la fête ouvrière, pour avoir crié avec tous ses compagnons „Vive le 1er Mai !" par les fenêtres, on leur répondit à coups de fusil et avec une brutalité sauvage. Ils entrèrent chez lui, on l'a ligoté et paralysé avec la camisole de force, on l'a battu, on l'a piétiné, on s'est assis sur son pauvre corps déjà éprouvé par deux ans de cachot et par la tuberculose, on lui a craché dessus et enfin entraîné dans une horrible place où, sous l'ancien régime, fut aussi Vera Figner.

Après deux jours de grève de la faim, on le changea de place, il est mieux, on lui donne même de l'eau pour se laver chaque jour, tandis qu'avant cette sinistre bacchanale, on ne lui en accordait qu'une fois par semaine. Attendez, ils ont protesté chez le procureur !

Comme c'est triste pour moi, camarades, d'écrire des choses pareilles ! Les forces me manquent presque, c'est comme si toute ma vie matérielle avec son bagage idéal craquait en moi. J'ai toujours compris la peine de mort, jamais la torture, et puis, employée par les frères contre les frères, elle est inconcevable par des hommes !

Au revoir, mes amis, faites tout ce que vous pouvez. *Informez des amis. Il faut dire à tous que c'est de moi que vous avez reçu l'information.*

Il est évidemment inutile d'ajouter des commentaires. Les ouvriers communistes — nous ne disons pas les profiteurs du bolchevisme — devraient eux-mêmes faire entendre leurs protestations.

En Russie Bolchéviste

De gauche à droite.

Précipitée d'abord violemment à gauche, parvenue en 1920 à son plus haut point d'intensité avec le communisme de guerre, la Révolution russe a fait un retour à droits à travers une série de compromis extrêmement complexes.

C'est ainsi que débute le chapitre traitant de la politique contenu dans le Rapport de la Délégation britannique des T. U.

Ce „retour à droite" ne nous étonne nullement et ceux qui doutaient de ce que nous affirmions seront bien obligés de se ranger à notre avis. En dépit de leurs théories dites „scientifiques", les adeptes du marxisme n'avaient pas prévu l'inévitable conséquence d'un régime dictatorial. Seuls les ennemis de toute dictature qui „ignorent tout de ce qu'est une Révolution" ont prédit ce „retour à droite". Et nous savons ce que signifie „à droite" pour des délégués des T. U.

Centralisme camouflé.

Au début de la Révolution bolchévique, la R. S. F. S. R. pouvait laisser croire que l'on se trouvait bel et bien en présence d'un système gouvernemental à base fédéraliste. Quelques communistes nous le citaient même pour nous faire accepter leur point de vue. D'autres y voyaient une „expression malheureuse et incompréhensible". En réalité, le terme „Fédérative" n'était employé que pour mieux masquer le centralisme du système. Le Rapport des T. U. s'exprime ainsi :

Dans sa première phase, le fonctionnement de la R. S. F. S. R. et le rôle de Moscou en tant que lieu du Pouvoir central ne différait pas essentiellement de celui du Royaume-Uni et du rôle de Londres par rapport à l'Empire.

Nous nous expliquons fort bien maintenant l'embarras dans lequel s'est trouvé Humbert-Droz, lorsque au cours d'une conférence en 1919 nous lui avions posé une question précise à ce sujet.

Ceux qui s'étaient donné pour tâche de mettre en pratique les théories de Marx n'ont donc rien trouvé de mieux que d'imiter le système gouvernemental d'un Etat bourgeois dont le maître avait prédit l'effondrement à brève échéance.

On parle bien de

l'autonomie des Républiques assujetties qui se borne aux pouvoirs concédés par les Fédérations soviétiques souveraines englobées en un seul Etat ou Union,

mais nous nous déclarons incapables de voir clair dans un ensemble de termes aussi contradictoires.

Il ne faut pas oublier — dit le Rapport — *que c'est Moscou, en fait, qui gouverne l'Union et que les mêmes hommes qui dirigent la Fédération russe, dirigent aussi l'Union.*

Nous voilà donc fixés d'une façon précise. Aucune équivoque n'est plus possible et nos bolchévistes ne se fâcheront plus lorsque nous leur dirons qu'entre un Briand et un Rykoff la différence est nulle.

D'ailleurs la dictature de fer si chère à nos bolchevistes ne pourrait se concevoir en dehors d'un pouvoir centralisé entre les mains d'une poignée d'individus. Mais alors que l'on ne nous parle plus de dictature du prolétariat, ce qui est incontestablement un non-sens, ou bien de pouvoir des Soviets, car nous ne pourrions voir dans ces termes qu'un impudent mensonge ou une profonde imbécillité.

Le soviétisme n'est plus. Autorité autocratique.

Mais après cela les délégués des T. U. ne paraissent nullement embarrassés en déclarant :

Contrairement aux allégations ordinaires, la délégation ne peut pas dire que le régime communiste actuel ait dépouillé le système soviétique instauré par la Révolution de tout caractère représentatif et de toute vitalité.

Il convient de faire remarquer l'extrême prudence de ces termes et ce „ne peut pas dire", loin d'infirmer les allégations ordinaires, révèle au contraire un doute rendant impossible une affirmation. D'ailleurs cette incertitude ne tarde pas à se transformer en conviction, quant au fait, pour la reporter sur les causes pouvant l'avoir déterminé. En effet, quelques lignes plus loin nous lisons :

*Il nous suffira de dire que les principes particuliers sur lesquels celle (la structure du gouvernement) se base, tels que le cumul des fonctions exécutives et administratives et le fondement de toute autorité sur l'élection indirecte, ne suffisent pas à expliquer l'*autorité autocratique *des dirigeants actuels.*

Eh bien ! de deux choses l'une :

Ou bien le système soviétique existe réellement et ce dernier implique nécessairement une grande diffusion du pouvoir par la liberté que possède chaque soviet local de délibérer sur toutes les questions qui l'intéressent et dans un tel régime il n'y a pas place pour l'autorité autocratique, ou bien cette autorité autocratique s'exerce, quelques individus étant maîtres du pouvoir et dans ce cas les soviets sont bien morts.

Insensé serait celui qui prétendrait que deux systèmes aussi opposés peuvent fonctionner ensemble et nous ne doutons pas que ce soit le deuxième système qui fonctionne au bénéfice des nouveaux privilégiés et au détriment des travailleurs, comme toujours.

Le droit... de se donner un maître.

Mais voyons un peu les droits dont jouissent ces derniers, car il n'est pas inutile de rappeler que le gouvernement bolcheviste, selon ses partisans, *est le seul qui défende les intérêts de la classe ouvrière.*

En Russie le droit de vote, accordé à tout citoyen âgé de plus de dix-huit ans n'est en somme que le suffrage universel d'où sont exclus les patrons, les commerçants et leurs agents, les citoyens vivant de revenus privés, les prêtres, les moines, les fous et les criminels, etc.

Le peuple russe jouit donc des fameux droits politiques dont la valeur illusoire a été si souvent démontrée. Et c'est sans doute uniquement ce droit de vote qui fait dire à nos bolchevistes que c'est le prolétariat qui gouverne, tout comme les bourgeois affirment que le peuple est souverain. Même gouvernement, même tromperie. Le pouvoir n'est réellement aux ouvriers que lorsqu'ils sont maîtres de leur propre destinée. Or, la délégation de ce pouvoir équivaut à y renoncer au profit des maîtres qu'ils se donnent, c'est-à-dire de leurs plus mortels ennemis. Et ces derniers disposant seuls de toute la presse, de la police, des tribunaux et de l'armée ne rencontrent aucune difficulté à créer une opinion publique qui sera favorable à leur politique et qui approuvera même les plus odieux de leurs forfaits ; à étouffer systématiquement toute opinion opposée à leurs vues ; à arrêter, condamner et emprisonner tous ceux qui oseront s'élever contre leur œuvre criminelle ; à massacrer ceux qui tenteront de se libérer de leur tyrannie. Et voilà comment le droit de vote qui, en théorie, doit assurer la souveraineté des travailleurs, aboutit, en pratique, à l'autorité autocratique.

Retour à l'exploitation.

Mais, nous dira-t-on, vous voyez bien que patrons, commerçants et citoyens vivant de revenus privés n'ont pas le droit de vote, qui n'est accordé qu'aux travailleurs. Et nous nous empressons de répondre : Ces trois catégories de citoyens, de quels droits jouissent-ils ?

Le patron n'est tel que pour autant qu'il peut exploiter les travailleurs.

Le commerçant n'est tel que dans la mesure où il peut acheter des marchandises et les revendre avec plus ou moins de bénéfice.

Et le citoyen qui a des revenus privés, chacun le sait, vit aux crochets de la communauté laborieuse.

Droit d'exploiter, droit de commercer, droit de vivre de revenus privés, ont été rétablis en Russie.

Et pendant que les travailleurs russes croient à leur souveraineté et continuent à trimer pour le plus grand bien des dictateurs et des capitalistes ; pendant que les meilleurs d'entre les révolutionnaires se meurent dans les prisons prolétariennes ou dans quelque camp de Sibérie pour avoir lutté pour empêcher l'étranglement de la Révolution au triomphe de laquelle ils ont voué leur vie, les capitalistes, eux, peuvent non seulement exploiter le travail en pleine „Dictature du prolétariat",

mais bénéficient encore de certaines faveurs accordées par le „gouvernement ouvrier".

Nous y reviendrons prochainement.

(A suivre.)

Pourquoi ne désarme-t-on pas?

Quelques jours après la conférence Pierre Ceresole qui parla du Service de guerre et Service constructeur, nous avons eu la profonde satisfaction d'entendre Marcelle Capy, qui traita le sujet ci-dessus avec une grande clarté.

Nous connaissions déjà les conceptions du premier conférencier et nous ne cacherons pas nos regrets de le voir persister dans l'idée que l'Etat est un organe qui peut exister sans nuire à la véritable paix des peuples, alors que, bien au contraire, l'Etat a toujours été une cause de conflits. D'ailleurs la question qui préoccupe le plus les Etats est la question militaire, et puisqu'il est incontestable que l'Etat est l'instrument de défense des privilèges et la guerre étant voulue par les privilégiés à qui elle est profitable, il est inconcevable que l'Etat puisse être pacifiste.

Et nous avons été quelque peu surpris de l'espoir que nourrit Pierre Ceresole dans l'œuvre de la S. D. N. Sans vouloir mettre en doute sa sincérité et son courage, qu'il nous soit permis de dire qu'il commet une grave erreur qui ne peut manquer d'être préjudiciable à la grande cause qu'il défend. Il est incompréhensible uqe ceux qui ont préparé l'incendie et qui durant cinq ans ont voué leur activité à le faire durer, puissent se transformer subitement en bons pompiers et les faits montrent d'une façon péremptoire que leurs intentions de paix ne sont qu'une nouvelle tromperie.

La paix ne sera possible que dans la mesure où les hommes refuseront de participer à la guerre.

*

Nous ne pouvons pas faire le même reproche à l'auteur de *Une voix de femme dans la mêlée*, car sa conférence fut un vigoureux réquisitoire contre le capitalisme, cause de toutes les guerres modernes.

La guerre est une affaire magnifique pour tous les fournisseurs des armées, les banques et les financiers ; mais pour la classe laborieuse il est impossible de décrire ce que la guerre représente pour elle de privations et de souffrances.

La patrie n'est que le paravent derrière lequel s'abritent les Schneider, les Krupp et les Rothschild avides de profits et l'on conçoit aisément que la guerre soit pour eux d'un bon rapport. Les milliards de dettes qui pèsent actuellement sur tous les peuples vainqueurs et vaincus n'ont-ils pas été empochés par cette bande de pirates modernes ?

Et pendant que ceux-là remplissent leurs coffres-forts, le peuple donne son sang et gagne des croix de fer et surtout des croix de bois.

Les guerres coloniales ne sont faites que pour satisfaire des intérêts particuliers.

Guerre au Maroc pour son phosphate et autres produits de son sous-sol. Guerre en Egypte pour son coton, aux Indes pour leur coton et leurs gisements métallifères, tels sont les véritables mobiles de ces expéditions coloniales faites sous prétexte de défendre la civilisation contre la barbarie.

La question de Mossoul n'a d'autre cause que les gisements de pétrole dont les trusts anglais veulent s'assurer l'exploitation et nous croyons savoir qu'ils y sont parvenus avec la complicité de la S. d. N.

Ce qu'a coûté la dernière guerre est- fabuleux : deux mille cent milliards de francs suisses, autrement dit deux millions de millions, plus cent millions de francs suisses. Cette somme colossale aurait permis de procurer à 75 millions de familles : une maison meublée avec tout le confort et des terres. Après cela, il eût été possible d'attribuer à chacune des villes du monde ayant plus de 100,000 habitants : 25 millions pour des bibliothèques, 25 millions pour des universités, 25 millions pour des hôpitaux. On aurait pu encore allouer à chacune de ces villes : 3 millions pour des maîtres d'écoles et 3 millions pour des infirmières. Et après ces opérations ,il serait resté encore plusieurs milliards en caisse.

Et après la guerre appareissent le chômage, la misère, un profond marasme économique ; la situation financière de chaque Etat est inextricable, de lourds impôts pèsent sur les travailleurs. Nous avons aussi le fascisme, le hideux fascisme nationaliste guerrier instaurant le régime du baillon et de la matraque.

Voilà malheureusement trop brièvement résumés les faits que dénonça Marcelle Capy et sur lesquels elle s'étaya pour engager toutes les femmes à déployer leurs forces à répandre autour d'elles la haine de la guerre ; à user de leur influence envers leurs compagnons pour les persuader qu'ils ne doivent plus participer au massacre de leurs frères. Si elles n'y parvenaient pas, dit-elle, c'est par la force qu'elles devront les empêcher de faire la guerre.

Récidive vaudoise

Nous lisons dans le *Travail* de mardi 8 courant :

Le Conseil d'Etat vaudois, préoccupé d'éviter ce qui paraît devoir être de nature à troubler l'ordre et la tranquillité publics et à porter atteinte aux bonnes relations entre la Suisse et le gouvernement d'un pays voisin, a décidé d'informer la Municipalité de Lausanne qu'il ne s'oppose pas à ce que M. Léon Daudet donne à Lausanne, le 10 juin 1926, une conférence sur Les Humanités et la Culture, *sous condition que le conférencier prenne l'engagement de s'en tenir strictement à son sujet littéraire et s'abstienne de toute incursion dans le domaine politique.*

Tout cela est vraiment par trop bête. Imposer à un conférencier étranger aussi bien que suisse de s'abstenir de toute incursion dsns le domaine politique est simplement absurde, car tant qu'il y aura des gouvernements, forcément tout le monde sera amené à discuter de ce qu'ils font ou ne font pas, c'est à dire à parler de politique, la vie sociale étant — hélas ! — réglée dans une trop large mesure par les politiciens.

Le Conseil d'Etat vaudois, ayant interdit la commémoration Matteotti, crainte de voir le gouvernement italien traité comme il le mérite, s'est cru obligé de montrer son impartialité, non pas par une nouvelle interdiction, mais par un simple avertissement à l'illustre Léon Daudet.

Or, M. Daudet a pu déverser, à Paris même, jour après jour, le flot de son langage ordurier sur tous les gouvernements français, sans que ces gouvernements aient jamais fait montre de s'en émouvoir. Et à plus forte raison tout ce qu'il pourra expectorer à l'étranger sera accueilli avec indifférence. La diplomatie française ne saura nullement gré au Couseil d'Etat vaudois de l'avoir crue préoccupée par les discours du chef monarchiste.

Pour finir, il est entendu que ce monsieur pourra dire tout ce qu'il voudra et que, dans une salle garnie de ligueurs nationalistes vaudois, il ne se trouvera certes pas de policier ponr lui mettre la main au collet. D'autre part, fidèle disciple de Veuillot, il n'est pas moins certain que si jamais le dit Daudet devait se trouver au pouvoir avec son roy, il supprimerait toute liberté qu'il ne réclame au nom des principes d'autrui que pour la refuser d'après les siens.

Le nouvel arrêté du gouvernement vaudois n'a donc pratiquement d'autre but que de justifier la prohibition — réelle celle-ci — d'une commémoration ouvrière, si bien qu'il se trouve n'être dirigé que contre les ennemis et non les amis du fascisme. Il est, d'ailleurs, fasciste par excellence, puisqu'il fait un délit de toute critique ou désapprobation pour le gouvernement, ainsi que l'a décrété M. Mussolini. Sous le prétexte de maintenir les bonnes relations avec une nation amie, défense d'abord de s'élever contre un gouvernement étranger, mais, cette défense admise, la logique même veut qu'elle s'applique aussi aux autorités suisses. Toute liberté viendrait ainsi à être supprimée, si les bons citoyens ne se décident pas une fois pour toutes à résister vigoureusement.

Nous ne sommes donc pas dupes de la nouvelle décision gouvernementale vaudoise, car elle n'a de sens que contre nous et en faveur de l'absolutisme, dont M. Daudet est l'un des plus écœurants champions.

Quelques perles du pourceau royal

Nos Ugène Fabre *(La Suisse)* et consorts rêvent de royalisme, de tzarisme, de catholicisme, en deux mots d'obscurantisme et d'autoritarisme oppresseur. Le fascisme incendiaire, assassin et matamore les enchante. Mussolini est leur demi-dieu, mais Léon Daudet est leur Dieu, l'*Action française* leur Eglise.

Il n'est donc pas sans intérêt de ramasser les perles tombées de la main du dieu. Ramassons :

Sur la divinité :

Je m'évaderai de toute croyance et j'enverrai dans le derrière de ce grotesque invisible, nommé Dieu, quelque coup de pied mémorable.

Sur le suicide :

Le suicide, déclara Fischart, est à mon avis le seul cadeau que Dieu ait fait à ses créatures.

Sur les Exercices spirituels :

Cette dégoûtante petite brochure, cette infusion de pieds de bouc a fait plus de mal qu'une peste ou une famine.

Le symbole du jésuite :

C'est bien simple, une fourche surmontée de deux fesses, de quatre fesses pour deux jésuites. Tel est le bouquet que je leur tends.

Le symbole des rois :

Quant aux rois, un crottin ferait bien leur affaire, une énorme bouse au centre de laquelle surgit un gracieux sceptre d'or.

Prêtre, soldat et juge :

Quand je songe, grommelait Fischart, que le prêtre est sorti du besoin de mentir, le soldat du besoin de tuer, le juge du besoin de voler ! Et le plus terrible, c'est que sur chacun de ces trois fumiers ont poussé quelques fleurs d'héroïsme qui perpétuent leur infamie : le martyr, le héros et l'arbitre sont cités par tous nos sophistes comme les preuves de notre excellente morale. Moi, je réclame le feu pour l'église, la citadelle et le prétoire.

Sur le clergé :

Chacun de ces robustes prêtres lançait [à Suzanne] une œillade obscène. Dans les stalles armoriées et sculptées ils installèrent leur chasteté douteuse. Bientôt le chœur fut au complet et d'énormes voix discordantes commencèrent à mugir du latin. Elles semblaient, ces bouches vociférantes, exprimer des désirs sans nom, des rêves impossibles de têtes surchauffées malgré la tonsure, où tout devait être érotique.

A part la dernière tirée de *Suzanne*, ces citations sont empruntées au *Voyage de Shakespeare*.

Le dévot pornographe royaliste, qui a écrit ces lignes, vit aux crochets du trône et de l'autel. Or, il n'y a pas d'œuvre plus abondante que la sienne en injures les plus basses, les plus ordurières contre ceux qui forment aujourd'hui sa clientèle. Léon Daudet est une sorte de Mussolini, moins aventurier, mais pius abject encore, et ce n'est pas peu dire.

Décembre 1922. *Louis Avennier.*

NUMÉRO SPÉCIAL.

La parution du prochain numéro sera retardée d'une semaine. Il portera la date du 1er juillet et aura huit pages en français et huit en italien. Ce numéro double sera entièrement consacré à Bakouniue et donnera sur de nombreux sujets les passages les plus saillants de son œuvre. La pensée du révolutionnaire russe, loin de vieillir, s'est vue confirmée successivement par les faits, si bien qu'elle n'a cessé d'être vivante et même d'acquérir une nouvelle force.

La partie française et la partie italienne seront veudues séparément dix centimes. Nous recommandons vivement aux camarades la diffusion de ce numéro spécial, bien propre à faire connaître dans ses lignes essentielles l'idée anarchiste et l'œuvre qu'elle se propose.